

IRAM

Fonds documentaire numérisé

Auteur : CORREZE, Annette

Titre : « Le développement: une histoire d'acteurs... », in GRANIE, A.-M., GUETAT-BERNARD, H., *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*, pp. 41-45

Editeur : PUM-IRD, Toulouse, Paris

Date : 2002

iram

Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
49, rue de la Glacière • 75013 Paris • France
Tél. : 33 1 44 08 67 67 • Fax : 33 1 43 31 66 31
iram@iram-fr.org • www.iram-fr.org

LE DÉVELOPPEMENT : UNE HISTOIRE D'ACTEURS...

ANNETTE CORRÈZE*

LA DIMENSION « GENRE » DANS LES POLITIQUES ET LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT : LECTURES CRITIQUES

L'apparition du concept de « genre », il y a une vingtaine d'année, dans le monde du « développement », a eu comme principal mérite de réinscrire les femmes dans la complexité des rapports sociaux. Qu'il s'agisse des politiques publiques ou des actions menées par les Organisations de Solidarité Internationales, les femmes quittaient ainsi, au moins dans le discours, l'enfermement dans les catégories vulnérables à protéger, à envelopper principalement dans des actions à caractère social, elles devenaient des acteurs.

Cette prise de conscience, tardive en particulier au sein de la coopération française, est due aux femmes elles-mêmes. Dans la plupart des sociétés dans le monde, où le marché investit tous les domaines de la vie individuelle et sociale, les « construits sociaux » autour du sexe ont été profondément remis en question.

Le partage des rôles, socialement codifié, a évolué souvent de façon radicale, sous l'effet – dans les pays défavorisés mais pas seulement – d'un appauvrisse-

* Sociologue, IRAM (Institut de Recherche et d'Applications de Méthodes de Développement), Montpellier.

ment grandissant des catégories sociales les plus dépendantes du marché et les plus sensibles aux politiques économiques impulsées par les institutions de Bretton Woods : paysans, ouvriers de l'industrie, et de plus en plus les classes moyennes. Parmi celles-ci les populations rurales ont été durement affectées (en raison de la détérioration des termes de l'échange, de la privatisation des ressources nécessaires à la production, des politiques et des actions de développement favorisant l'intensification, coûteuse et inaccessible pour de nombreux petits paysans, et les cultures d'exportation).

Pour survivre, dans certains groupes sociaux de plus en plus vulnérables, il a été nécessaire d'accepter les initiatives des femmes, là même où la « domination masculine », telle que l'analyse Bourdieu, s'exerçait le plus profondément. Elles sont devenues « visibles » dans l'espace public et c'est en ce sens que nous disons qu'elles sont devenues des acteurs.

« GENRE » ET COOPÉRATION INTERNATIONALE, L'INTÉGRATION DE CETTE DIMENSION EST-ELLE UN MYTHE OU UNE RÉALITÉ ?

Les femmes, et les relations hommes-femmes à l'intérieur des structures sociales ont été longtemps ignorées par la plupart des intervenants du développement. Les pratiques d'interventions, après les indépendances africaines en particulier, étaient centrées sur l'apport d'innovations techniques destinées à aider ces pays à rattraper leur « retard ». En Amérique Latine, les approches plus politiques, plus structurelles (notamment au travers des réformes agraires) n'étaient pas toujours sensibles, elles non plus, à la réalité des formations sociales, oubliant l'accompagnement nécessaire des attributaires et laissant longtemps de côté les communautés indiennes et l'agriculture andine. Dans le Maghreb le modèle de développement par l'industrialisation a amené lui aussi le quasi abandon de la petite agriculture familiale.

Les méthodes d'interventions cherchaient davantage à faire passer des messages qu'à être à l'écoute de ce que disaient les groupes, sur ce qui fondait leurs pratiques, leur organisation sociale, les normes qu'ils avaient produites et les valeurs qui les rassemblaient. Il est étonnant aujourd'hui de constater que de nombreux travaux de recherche sur les systèmes de production par exemple ne faisaient pas mention de la division sexuelle du travail : on parlait d'agriculteurs ou d'éleveurs asexués. Le monde du développement était alors majoritairement masculin et technique, et si une place y était faite aux femmes, c'est parce qu'il fallait aussi faire du « social ». Le monde de la recherche, lui, s'intéressait à l'organisation sociale, aux représentations, mais ces deux mondes communiquaient peu, voire étaient hostiles. Il faut rappeler combien ces positionnements, au nord, ont joué dans la lenteur des évolutions et les échecs rencontrés.

Néanmoins les femmes rurales déjà se faisaient entendre à qui pouvait et savait les écouter, et les repères qu'elles donnaient ont servi autant que la prise

de conscience féministe à interroger les politiques et les actions. Les approches femmes et développement n'ont pas toujours ignoré les relations de « genre », elles ont en tout cas servi à favoriser la parole des femmes. L'évolution conceptuelle s'est bâtie sur un long processus.

Dès la fin des années 1960, au Niger, un programme de l'IRAM d'animation féminine basé sur un dialogue avec les femmes et les hommes des villages, mettait en évidence à la fois les rapports sociaux de sexe : division du travail, partage codifié des responsabilités domestiques, sociales et culturelles, et un discours des femmes bien différent de celui qui était, à l'époque, accepté. Dans les espaces concédés par la communauté villageoise (« *c'est à nos femmes qu'il faut parler de santé, d'alimentation et d'hygiène et il faut que des femmes leur parlent* »), les femmes exprimaient leurs aspirations économiques et sociales avec une liberté inattendue. En plus de l'accès aux marchés coopératifs, aux intrants agricoles, à des équipements d'exhaure etc., elles souhaitaient entre autre un meilleur contrôle des naissances et une moindre vulnérabilité par rapport au statut matrimonial. Productrices d'arachides dans certaines zones, elles jouissaient d'une relative autonomie économique (maîtrise des revenus de leurs parcelles individuelles et des activités de transformation) qui leur donnait un pouvoir nouveau. Pour un vieux chef de poste rencontré à l'époque, le monde qu'il connaissait avait commencé à s'écrouler quand il avait vu les premières femmes venir demander le divorce en ayant avec elle le montant du remboursement de la dot. C'était bien avant le programme d'animation féminine et les occidentales qui y travaillaient n'y étaient pour rien !

Mais dans ce pays d'Islam, bien loin alors de la vision intégriste qui tente de s'y installer aujourd'hui, la grande sécheresse qui y a sévi entre 1969 et 1972 a vu aussi dans le milieu rural la reconnaissance du rôle décisif, pour la survie des groupes, de l'économie et de l'accumulation féminine. Bien des choses sont devenues possibles à partir de cette reconnaissance. Dans la région du Niger où ce fait a été relevé, cela s'est traduit en particulier par une « libération » du travail des femmes sur les parcelles du grand groupe familial afin qu'elles puissent se concentrer sur leurs parcelles individuelles.

Les activités « productrices de revenus » qui sont devenues plus tard un leitmotiv des agences multi ou bi-latérales de coopération sont venues renforcer cette capacité d'autonomie des femmes. Dans un contexte de changements très profonds des normes sociales qui régissaient les rapports hommes/femmes, ces activités ont modifié le regard porté sur elles ; elles ont accentué leur visibilité et leur prise de responsabilité. Même si, dans bien des cas, la façon dont elles étaient conduites, – là encore dans l'ignorance des réalités sociales – représentait parfois pour les femmes concernées un fardeau supplémentaire. Elles posaient par ailleurs des questions de fond pas souvent résolues : l'accès au foncier, un temps disponible rare, des problèmes de transport et de marché, etc.

Les approches « genre » ont ensuite permis, dans certains cas, d'élargir l'espace de négociation des femmes, au-delà des aspects strictement économiques.

Ces évolutions, non linéaires, recouvrent des réalités bien différentes selon les pays et l'histoire de la relation « genre » et développement reste à défricher.

L'article de Elisabeth Hoffmann et Kamala Marius Gnanou retrace en partie cette histoire et met en évidence l'intérêt de cette évolution conceptuelle : *«repenser le développement en termes de rapports de «genre» suppose des analyses en termes d'acteurs, de systèmes, de réseaux»,* c'est-à-dire *«une vision dynamique des rapports sociaux»*. Cette définition s'applique aujourd'hui à l'ensemble des champs qui constituent le domaine du développement et c'est là sans doute une grande avancée, même si, dans les pratiques, il y a encore loin du concept à la mise en œuvre.

Le « comment faire ? » est développé à travers le seul « cycle des projets », ce qui permet de comprendre pourquoi cette vision instrumentale, descendante et un peu mécanique est aujourd'hui relativisée, et relayée positivement par des approches plus territoriales et institutionnelles, où la mise en concertation des acteurs permet davantage l'*empowerment*.

Un des champs qui s'offrent aujourd'hui à la mise en pratique de cette approche est la décentralisation, que beaucoup d'États au sud s'efforcent de réaliser. Là encore, selon l'histoire propre des pays dans les différents continents, les modalités en sont différentes. En Amérique Latine, l'exemple de la Bolivie illustre une tentative de faire apparaître dans l'espace politique des acteurs sociaux autrefois absents. Les communautés indiennes dans ce cas prennent leur place dans les mécanismes d'organisation et de concertation avec les différents niveaux de l'organisation administrative et politique. En Afrique francophone, la décentralisation est conduite à partir du « modèle » français, ignorant là aussi trop souvent les modes de « gouvernance » locale et la réflexion de nombreux chercheurs, au nord comme au sud, sur la nature de ces États.

Il reste qu'avec leurs maladresses, leur caractère autoritaire, administratif et descendant (constat qu'il faut bien évidemment nuancer en fonction des pays et des expériences faites), les décentralisations créent des opportunités pour le jeu des acteurs sociaux, et bien évidemment pour les femmes, en tant que telles, à l'intérieur des espaces conquis dans les rapports de « genre ». Dans de nombreuses organisations locales (comités divers, syndicats, associations, organismes de crédit...) elles occupent désormais des postes de responsabilité et elles peuvent faire entendre leurs voix. L'approche « développement local », où la proximité des décisions (concernant la gestion des espaces et des ressources mais aussi les investissements à réaliser) suppose la concertation des acteurs et rend de plus en plus incontournable la prise en considération des intérêts féminins.

Cela reste un combat, mais c'est le cas pour l'ensemble des acteurs de statut « dominé ». Pour les femmes, plus encore que pour les autres catégories, le développement pris dans l'acception « dynamique du changement social » n'est pas un long fleuve tranquille.

L'article d'Isabelle Guérin est une illustration de ces mécanismes. La lutte contre la pauvreté est un des thèmes « à la mode » dans les institutions du déve-

loppement, qui en changent souvent. Les femmes sont considérées comme pauvres parmi les pauvres, même si ce phénomène n'est pas toujours analysé en termes de relations de « genre ».

Cet article est une excellente synthèse des questions soulevées autour de ce type d'intervention. Le titre qui lui est donné, où est souligné l'objectif de la « liberté » des femmes au sens non seulement, comme elle l'écrit, de l'accès à des droits formels mais comme capacité à penser et agir, est déjà l'occasion de rétablir le véritable enjeu de la micro-finance, trop souvent vue uniquement comme outil économique ou comme filet social pour faire « surnager » les plus pauvres.

L'article montre les effets contrastés de ces systèmes de crédit, qui tiennent, autant à la diversité du contexte socio-économique local, au profil des emprunteurs, qu'à l'offre de crédit. C'est l'occasion de souligner la complexité des effets produits par les interventions de développement.

En conclusion de cet article, on peut dire que la dimension « genre » dans les politiques et les actions de développement est une dimension paradoxale. Limitée à l'approche « femmes et développement » elle favorise une parole féminine où les femmes disent, quant on sait les entendre, ce qu'elles veulent être et faire. Conceptualisée, construite sur le plan méthodologique en termes d'approche « genre », elle accroît les marges d'autonomie des femmes, mais provoque des bouleversements sociaux capables d'accentuer les résistances culturelles comme de les réduire.

Cette approche est désormais incontournable, pour tous les acteurs, et on peut sans doute penser que toutes les recherches, pratiques et échanges sur la question, ont permis d'avancer, au-delà des rapports hommes-femmes, sur les questions de fond posées par le « développement » et la nécessité de mesurer les effets réels des actions menées.